

**ROYAUME DU MAROC
REGION FES- MEKNES**



L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° :

42/RFM/2018

DU 18/07/2018 A 10 HEURES

RELATIF

A

**Organisation des Marchés itinérants pour l'économie sociale et solidaire
Région Fès- Meknès**

REGLEMENT DE CONSULTATION DE L'APPEL D'OFFRES

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application de l'article 9 et l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 01 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **Organisation des Marchés itinérant pour l'économie sociale et solidaire dans la région Fès-Meknès**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toutes dispositions contraires au décret n° 2-12-349 précité sont nulles et non avenues. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 02 : ATTRIBUTION DES LOTS :

Le présent appel d'offres concerne un marché alloti, réparti en quatre (4) lots subdivisés comme suit :

- LOT 1 : Edition province de TAZA
- LOT 2 : Edition province de BOULEMANE
- LOT 3 : Edition province d'EL HAJEB
- LOT 4 : Edition province de TAOUNATE

ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **Le conseil de La Région de FES -MEKNES .**

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret N° 2-12-349 précité le dossier d'appel d'offres comprend :

- copie de l'avis d'appel d'offres ;
- un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- le modèle de l'acte d'engagement ;
- le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 05 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et publiées sur le portail des marchés publics.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de remise des offres, de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 20 du décret 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et ce, dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification, sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

Les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

ARTICLE 06 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau de service

Marché au 1^{er} étage des bureaux de l'annexe du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès, dès la parution de ce dernier dans l'un des supports de publication prévu à l'article 20 du décret 02-12-349 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics

www.marchéspublics.gov.ma.

NB : dans un éventuel changement ou modification des pièces constitutives de l'appel d'offres notamment le bordereau des prix, consulter constamment le portail des marchés publics ou votre boîte e-mail.

ARTICLE 07 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATION AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès .

Le maître d'ouvrage doit répondre aux demandes d'éclaircissements ou renseignements dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande. Ce délai est ramené à trois (3) jours si la demande intervient entre le 10ème et le 7ème jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent, à sa demande, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et communiqué aux membres de la commission.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés dans le Portail des marchés publics.

ARTICLE 08 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité :

1-Seules peuvent participer au présent appel d'offres et être attributaires du marché les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière.
- Sont affiliées à la caisse nationale de sécurité sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulières auprès de cet organisme.

2-Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcées dans les conditions fixées par l'art. 159 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la procédure de passation du marché objet du présent règlement de consultation.

ARTICLE 09 : GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique selon les prescriptions de l'article 157 du décret 2-12-349 du 20/03/2013.

ARTICLE 10: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1 - Un dossier Administratif comprenant :

- ***Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :***

- a) La déclaration sur l'honneur en un seul exemplaire comprenant les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20-03-2013 ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire
- c) Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'art 157 du décret 2-12-349 du 20-3-2013

- ***Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :***

- d) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent suivant l'art.
- e) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'art 24 du décret précité.
- f) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'Original délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière envers cet organisme.
- g) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphe ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative, du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

2 - Un dossier Technique comprenant

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- b. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privée ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations dans le domaine d'organisation des foires commerciales chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation .

Les concurrents doivent présenter au moins deux (2) Attestations similaires dont le montant est supérieure ou égale à un million (1.000.000,00) dhs TTC;

3. Une offre technique comprenant :

L'offre technique doit comporter les pièces suivantes :

- L'équipe affectée au projet :
La liste du Personnel que le concurrent propose d'affecter à la bonne exécution des prestations.
Cette liste indique la qualification, la fonction et les attributions spécifiques de

chacun des membres du personnel, en distinguant le commissaire du marché et son expérience justifiée ainsi que le personnel technique et logistique d'appui.
Les CV détaillés et conjointement signés par le concurrent et la personne concernée par le CV.

- **Des maquettes 2D** en couleurs sur papier et sur support numérique reflètent les plans architecturaux et les plans de masse de l'ensemble du sit.
- **Une conception détaillée de chaque espace en interne et en externe** (chapiteau, exposition, espace institutionnel, couloirs, scène d'animation folklorique, presse, salle des conférences, entrée principale, salle de restauration, en respectant la forme géométrique de la place abritant d'événement suivant le plan ci-joint en annexe.
- **Chronogramme détaillé** : élaboration d'un planning général avec le timing nécessaire résumant toute l'approche nécessaire au bon déroulement des préparations et des manifestations d'événement ; avant (montage et mise en place), en cours et après l'évènement (démontage).
- L'ensemble des documents de l'offre technique doivent faire l'objet de proposition se rapportant à la charte graphique d'événement et d'une piste créative du support de communication d'événement, y compris, Choix de la typographie, des modes de mise en page, L'élaboration des maquettes institutionnelles, Programme, Banderole, Flyers, Badges, Attestation de participation, Trophée artisanale, dossier de presse, catalogue, cadeaux.

Ainsi que des propositions concernant les supports de signalétique et d'orientation du SIT.

4- Une offre financière comprenant :

- a)** L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché. Cet acte rempli est signé et cacheté par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché

- b)** Le bordereau des prix-détail estimatif, pièce du présent dossier d'appel d'offres complété quant aux prix unitaires et aux produits de ces prix unitaires par les quantités correspondantes, paraphé et cacheté à chaque page et signé en dernière page.

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- a. Un dossier administratif précité (Cf. article 10 ci-dessus) ;
- b. Un dossier technique précité (Cf. article 10 ci-dessus) ;
- c. Une offre technique (Cf. article 10 ci-dessus) ;
- d. Une offre financière (Cf. article 10 ci-dessus).

2- PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier

présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- ✓ Le nom et l'adresse du concurrent ;
- ✓ L'objet du marché ;
- ✓ La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- ✓ L'avertissement que «les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres».

Ce pli contient **trois enveloppes** comprenant pour chacune :

a. LA PREMIERE ENVELOPPE

Cette enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales et le présent règlement de consultations signés et paraphés par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention «DOSSIERS ADMINISTRATIF ETTECHNIQUE » ;

b. LA DEUXIEME ENVELOPPE :

Cette enveloppe contient l'offre technique du soumissionnaire, cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «OFFRETECHNIQUE».

c. LA TROISIEME ENVELOPPE :

Cette enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «OFFREFINANCIERE».

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, au **bureau du Service des Marchés** de la Région Fès – Meknès sis à **N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au **bureau d'ordre du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès**
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévue à l'article 19 du décret, Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur les plis remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

- Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.
- Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître

d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

- Les concurrents ayant retirés leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'Article 32 du décret précité et rappelées à l'Article 11 ci-dessus.

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

La séance d'ouverture des plis se tient à la salle de réunion (3^{ème} étage) des bureaux de l'**annexe** du Conseil de la Région Fès – Meknès sis à **N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**, le jour et l'heure précisés dans l'avis de l'appel d'offre.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 37, 38,39 et 40 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Chaque offre se verra attribuée une note technique sur 100 points calculée comme suit :

Critère 1 : "Conception et agencement du marché itinérant"			
Sous critères	Niveau de satisfaction du critère		
	Très satisfaisant	Moyennement satisfaisant	non satisfaisant
Originalité, Pertinence, Intelligence créative	30	15	0
Commodité de la fonction de l'ouvrage	20	10	0
Respect des exigences et des surfaces de programme	20	10	0
Respect du règlement de confort et de sécurité	10	5	0
Critère 2 : "Expérience du commissaire du marché itinérant "			
Sous critères	Expérience du commissaire en années		
	Supérieure à 10ans	Entre 5 et 10 ans	Inférieur à 5ans
Expérience du commissaire proposé	20	10	5

La note technique totale de chaque offre est la somme des notes obtenues pour les critères 1 et 2.

Toute offre ayant obtenue une note technique strictement inférieure à 70 sera écartée.

ARTICLE 15 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Conformément aux dispositions des articles 39 et 40 du décret n° 2.12.349 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et de l'offre technique.

Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière **est la moins disante**.

Pour l'attribution des lots, la commission procède à l'ouverture et l'examen de l'offre de chaque lot et à l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération.

Le nombre maximum des lots pouvant être attribués à un même concurrent est de deux (2) lots.

ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de Soixante Quinze Jours (75 jours) à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par

lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret précité, et lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, et pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimés en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham Marocain. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur donné par Bank AL-Maghreb **le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.**

ARTICLE 18 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 155 du Règlement des Marchés précité, une préférence est accordée aux offres présentées par des concurrents nationaux.

Les montants des offres présentées par les concurrents étrangers seront majorés par un pourcentage de 15 %.

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent auxdits marchés, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 14 ci-dessus, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ARTICLE 19: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les offres établies et présentées par les fournisseurs concurrents, ainsi que tous les documents correspondances, et pièces qu'elles sont appelées à présenter sont rédigées en langue française qui constitue la langue de travail acceptée.

L'ordonnateur

signature du concurrent
« Lu et accepté »

15 JUIN 2018

